



PREFECTURE DE LA COTE-D'OR

**ARRETE PREFECTORAL**

PORTANT MISE EN DEMEURE

----

**SARL EURO-PIERRES ET MARBRES**

----

Communes de COULMIER LE SEC et NESLE ET MASSOULT

----

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE,  
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 514-1 et L 514-2.
- VU l'arrêté préfectoral du 20 avril 2000 autorisant la SARL EURO-PIERRES ET MARBRES, dont le siège social est situé route de Nesle 21400 COULMIER LE SEC, à exploiter une carrière à ciel ouvert de pierre calcaire et ses installations annexes sur le territoire des communes de COULMIER LE SEC 21400, au lieu-dit "Les Combes de Nesle", parcelles n° 3, 4, 5, 6, 7 Section E, et de NESLE ET MASSOULT au lieu-dit "Vau de Sommière" parcelle n° 24 section B sur une superficie totale de 4 ha 93 a 17 ca.
- VU le rapport de constatations de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, en date du 18 juin 2009.
- VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature du 11 juillet 2009.
- CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas les exigences des articles 26-3 1° (aire étanche), 35-2 (contrôle du niveau sonore) et 41 (plan d'évolution de la carrière).
- SUR proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région de Bourgogne.

## ARRETE

### ARTICLE 1er -

En application de l'article L 514-1 du Code de l'environnement, la SARL EURO-PIERRES ET MARBRES dont le siège social est situé Route de NESLE 21400 COULMIER LE SEC, est mise en demeure, pour sa carrière à ciel ouvert de pierre calcaire située sur le territoire des communes de COULMIER LE SEC au lieu-dit "Les Combes de Nesle", parcelles n° 3, 4, 5, 6 section E, et NESLE ET MASSOULT au lieu-dit "Vau de Sommière", parcelle n° 24, section B, de respecter sous 3 mois les articles 26-3 1°, 35-2 et 41 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 avril 2000.

### ARTICLE 2 -

Délai et voie de recours (Article L 514-6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.


### ARTICLE 3 -

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or, les Maires de COULMIER LE SEC et NESLE ET MASSOULT, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région de Bourgogne et le directeur de la Société SARL EURO-PIERRES ET MARBRES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or,
- Mme la Sous-Préfète de l'Arrondissement de Montbard,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (2 exemplaires),
- M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- M. le Maire de COULMIER LE SEC,
- M. le Maire de NESLE ET MASSOULT,
- M. le Directeur de la SARL EURO-PIERRES ET MARBRES.

FAIT à DIJON, le - 6 AOUT 2009

Pour le PRÉFET,  
par délégation,  
le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche  
et de l'Environnement de la Région de Bourgogne,  
par intérim,



J.P. THOREY